

3 septembre 2019

[Alois Passaplan](#)

Luxembourg



1 Informations générales¹

Surface:	2'586 km ²	(Suisse : 41'290 km ²)
Capitale:	Luxembourg	
Population:	606'000	(est. 2018)
Taux de croissance de la population:	1.9%	(est. 2018)
Chef de l'Etat:	Grand-Duc HENRI de Luxembourg	(depuis 07.10.2000)
Premier ministre, ministre d'Etat, ministre des communications et des médias, ministre des cultes:	Xavier BETTEL	(depuis 04.12.2013)
Vice-Premier ministre, ministre de l'économie	Etienne SCHNEIDER	(depuis 04.12.2013)
Ministre du travail, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire	Dan KERSCH	(depuis 29.11.2018)
Ministre des finances	Pierre GRAMEGNA	(depuis 04.12.2013)
Ministre des affaires étrangères et européennes, ministre de l'immigration et de l'asile	Jean ASSELBORN	(depuis 04.12.2013)
Prochaines élections parlementaires:	2023	
Colonie suisse: 1'276 (2018)	Immigrés en Suisse:	1'459 (2018)

1.1 Principales données économiques²

	2018	2019	2020
PIB (USD Mrd)	68.8	69.6	73.7
PIB/habitant (USD)	114'234	112'846	116'510
Croissance (% du PIB)	3.0	2.7	2.8
Inflation (%)	2.0	1.6	1.9
Chômage (%)	5.0	5.0	5.0
Solde budgétaire (% du PIB)	2.6	1.0	1.3
Solde des transactions courantes (% du PIB)	5.2	5.0	5.0
Dette publique (% du PIB)	21.8	21.6	21.3

¹ [CIA World Factbook](#) et DFAE (ch@world)

² Source: IMF, [World Economic Outlook Database \(avril 2019\)](#)

1.2 Commerce extérieur (2018) ³

Exportations : 13.0 Mrd EUR (+2.6%)			Importations : 19.8 Mrd EUR (+4.3%)		
dont :	1. Allemagne	27.4 %	dont :	1. Belgique	35.6 %
	2. France	14.7 %		2. Allemagne	26.7 %
	3. Belgique	11.9 %		3. France	11.9 %
	4. Pays-Bas	6.0 %		4. Pays-Bas	5.5 %
	UE 28	83.3%		UE 28	91.1 %
	14. Suisse	1.4 %		15. Suisse	0.6 %

1.3 Situation économique**Structure économique**

Le secteur tertiaire constitue près de 87% du PIB. La prépondérance du secteur financier (environ 30% du PIB et 40% des recettes fiscales) rend le Luxembourg vulnérable aux fluctuations conjoncturelles des marchés financiers, toutefois le secteur s'est montré résilient face à la crise financière et aux effets des exigences sur la transparence sur le plan international. Le pays occupe la 2^{ème} position (après les Etats-Unis) pour l'industrie des fonds d'investissement et figure à la première place pour la banque privée de la zone euro. L'activité industrielle et de la construction se partagent environ 13% de l'activité nationale. L'ensemble de l'activité économique a recours à un flux quotidien de quelque 195'000 frontaliers en provenance de France (50%), de Belgique (25%) et d'Allemagne (25%), attirés par le niveau comparativement élevé des salaires et une sécurité sociale généreuse. Les frontaliers représentent actuellement 45% de tous les salariés du pays. Les nationaux ne représentent que 49% de la population active résident et sont en majorité employés dans la fonction publique et paraétatique.

Politique économique

La crise financière de 2008 a révélé la polarisation importante de l'économie luxembourgeoise vers le secteur financier. Face à cette constatation, le Luxembourg tente de diversifier ses activités économiques. Dans le domaine financier, après l'abandon du secret bancaire, le Grand-Duché a réussi à se profiler dans les domaines de la transaction en renminbi chinois, de la finance islamique, de la finance verte et/ou durable. Le gouvernement s'investit fortement dans la FinTech, il a financé notamment en partenariat public-privé un incubateur, le Luxembourg House of Financial Technology, qui permet en plus de mettre en réseau les différents acteurs. D'une part, le Brexit ouvre des perspectives pour la place financière luxembourgeoise : plusieurs établissements ont établi ou prévoient d'établir des filiales dans le pays pour profiter du passeport européen. D'autre part le Luxembourg perd un allié pour les questions financières au sein de l'UE. Vis-à-vis de la Suisse, la place financière luxembourgeoise est à la fois partenaire pour la structuration des fonds et concurrente pour la gestion de fortune.

Le pays constitue également un hub pour les compagnies d'assurances et réassurances transfrontalières étant un des rares pays européens à exercer la libre prestation de services. Dans le secteur industriel, le pays a défini les priorités suivantes : les écotecnologies, les technologies de l'information et de la communication⁴, l'industrie spatiale et la logistique. Le gouvernement vise également à faire du Luxembourg un centre pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles dans l'espace.⁵ Dans ce but il a créé la « Luxembourg Space Agency ». Il a également conclu des Accords de coopération

³ Source : [STATEC](#), Institut national de statistique du Luxembourg in Ambassade suisse, Rapport économique 2019, juillet 2019

⁴ La société SES est le 1er opérateur mondial de satellites.

⁵ Ambassade suisse, Rapport économique 2019, juillet 2019

bilatéraux avec toutes une série de pays tels que la Chine, le Japon, les Etats-Unis, la Belgique ou la Pologne. Le Luxembourg s'investit également dans la digitalisation. Il s'est doté d'une stratégie nationale sur l'intelligence artificielle visant à faire du Luxembourg une des sociétés numériques les plus avancées du monde et mise fortement sur des centres de données ultra-modernes. Il a permis à l'Estonie d'ouvrir la première « ambassade numérique »⁶ au monde.

En matière de fiscalité le Luxembourg est fortement sous pression par les nouvelles normes internationales et la Commission Européenne en ce qui concerne l'imposition des multinationales. Grâce à une réforme fiscale, le taux d'imposition des entreprises a baissé de 21 à 17% entre 2016 et 2019. La charge fiscale totale s'élève à 25% ce qui relègue le pays dans le dernier tiers des pays de l'UE

Situation conjoncturelle

Les tendances conjoncturelles sont favorables au Luxembourg. La croissance du pays s'est renforcée en 2018 pour s'établir à 3%. Les prévisions pour les années à venir se situent légèrement en dessous mais restent à un niveau élevé. En termes de chômage et de dette publique le pays se situe en dessous de la moyenne européenne et il affiche un excédent budgétaire comme les années précédentes, même si celui-ci a légèrement diminué.

Indicateurs

- ❑ **WEF - Global competitiveness** report 2018 : 19^{ème} place sur 140 pays.
- ❑ **Transparency International** - Corruption perceptions index 2018 : le Luxembourg figure à la 9^{ème} place sur 180 pays. L'année précédente le Luxembourg se situait au 8^{ème} rang.
- ❑ **The World Bank** - Ease of doing business ranking 2019: 66^{ème} place sur 190. L'année précédente le Luxembourg figurait au 63^{ème} rang.

Principaux enjeux et défis

- ❑ **Diversification économique**: la prépondérance du secteur financier rend le pays vulnérable aux fluctuations conjoncturelles du marché des capitaux. Toutefois le Brexit ouvre des perspectives intéressantes pour le pays et pourrait attirer une partie de la place financière londonienne à Luxembourg. La diversification économique reste un défi.
- ❑ **Réforme du système social** : le système social est généreux et non durable. Des mesures impopulaires devront être prises.
- ❑ **Réforme du système d'éducation** : Les profils des jeunes ne correspondent pas aux exigences de l'économie, ce qui se traduit par un taux de chômage des jeunes élevé malgré une croissance places de travail. La formation professionnelle duale doit renforcer son image pour gagner en popularité.
- ❑ **Infrastructures de transport et secteur immobilier** : Le nombre croissant d'emplois et de frontaliers créent un engorgement du trafic important. Une augmentation de la population résidente de 12'000 personnes par année fait en sorte que la situation sur le marché immobilier est de plus en plus tendue.

1.4 Appartenance aux organisations économiques multilatérales

Principales organisations internationales :	Banque mondiale , FMI , OCDE , OMC , ONU
Principales banques, organisations et arrangement régionaux :	UE , UEO , OSCE , Union économique belgo-luxembourgeoise , BERD

⁶ Les données stockées au Luxembourg sont régis par le droit estonien.

2 Relations économiques bilatérales

2.1 Accords économiques

- Traité de commerce du 26.08.1929 entre la Suisse et l'Union économique belgo-luxembourgeoise ([RS 0.946.291.721](#))
- Accord de double imposition, entré en vigueur le 21.01.1993 ([RS 0.672.951.81](#)), avenants du 25.08.2009 et 11.07.2012 concernant l'échange d'information sur demande.
- Accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération suisse et la CEE ([RS 0.632.401](#))
- [Accords bilatéraux I entre la Suisse et l'UE](#) (21.06.1999, entrés en vigueur 01.06.2002)
- [Accords bilatéraux II entre la Suisse et l'UE](#) (25.10.2004)
dont Accord sur la fiscalité de l'épargne : à ce titre la Suisse a ristourné en 2016 au Luxembourg : 0.4 Mio CHF⁷

2.2 Echanges commerciaux⁸

Le commerce des marchandises est relativement restreint avec le Luxembourg de par la taille du pays.

Les **échanges de services** sont par contre beaucoup plus importants: en 2018, selon les sources luxembourgeoises, le volume des échanges de services était de 10.6 Mrd EUR. Les exportations vers le Luxembourg s'élevaient à 4.4 Mrd EUR (dont 3.2 Mrd de services financiers) et les importations à 6.2 Mrd EUR (dont 5.1 Mrd de services financiers). Pour le Luxembourg, la Suisse et le 4^{ème} marché d'exportation et le 5^{ème} fournisseur de services financiers.

2.2.1 Evolution des échanges (Total 1)⁹

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)	Variation (%)
2012*	254	*)	198	*)	56	452	*)
2013	220	-13.2	202	1.8	19	422	-6.6
2014	197	-10.4	212	5.1	-15	409	-3.0
2015	181	-8.2	178	-15.9	3	359	-12.2
2016	169	-6.9	184	3.1	-15	352	-1.9
2017	384	127.5	259	41.2	125	643	82.5
2018	473	23.3	219	-15.6	254	692	7.6
2019 (VII)**	207	-37.6	114	-12.4	93	321	-30.5

*) Avec effet au 01.01.2012, L'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente.

⁷ Source : [Administration fédérale des contributions](#)

⁸ Source : [Administration fédérale des douanes](#)

⁹ Source : [Administration fédérale des douanes AFD](#), Total "conjoncture" (total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

2.2.2 Répartition par produits (Total 1)¹⁰

Exportations	2017 (% du total)	2018 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	61	53
2. Machines, appareils, électronique	14	12
3. Caoutchouc, matières plastiques	1	9
4. Véhicules	4	8

Importations	2017 (% du total)	2018 (% du total)
1. Métaux s	38	50
2. Cuirs, caoutchouc, matières plastiques	17	20
3. Machines, appareils, électronique	7	8
4. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques Machines	26	7

2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹¹

La SERV est ouverte.

2.3 Investissements directs¹²**2.3.1 Investissements suisses**

Les investissements directs entre la Suisse et le Luxembourg sont particulièrement importants de par la taille de leurs places financières respectives. A la fin 2017, ils se montaient à **171.4 Mrd CHF** (-4.2%). Le Luxembourg occupe le **2^{ème} rang** (après les Etats-Unis) des investissements directs suisses à l'étranger.

Les entreprises suisses sont présentes presque exclusivement dans le domaine de la finance (12 banques) et dans celui des assurances (4 compagnies), établies dans leur grande majorité sous forme de filiales de droit luxembourgeois. Les entreprises suisses établies au Luxembourg occupaient **8'500 personnes** à la fin 2017 (-0.5%).

Selon les statistiques du FMI, la Suisse était le **9^{ème} investisseur étranger** au Luxembourg en 2017 (8^{ème} place en 2016).

2.3.2 Investissements luxembourgeois

A la fin 2017, le stock des investissements directs luxembourgeois en Suisse s'élevait à **23.1 Mrd CHF¹³** (-12.1%). Le Luxembourg est le **8^{ème} investisseur** en Suisse.

¹⁰ Source: Swiss-Impex, répartition selon la nature des marchandises

¹¹ Source: Assurance suisse contre les risques à l'exportation

¹² Source: [Banque nationale suisse](#)

¹³ Les statistiques ne présentent les investissements directs plus que selon le critère de l'investisseur ultime et non plus selon le critère de l'investisseur immédiat. Les investissements de sociétés qui utilisent les pays comme plaque tournante pour des investissements provenant de pays tiers ne sont plus comptabilisés.

2.4 Dernières visites¹⁴

15.07.2016	Rencontre PC Schneider-Ammann – PM Bettel, Sommet ASEM, Oulan-Bator
29.10.2015	Rencontre CF Schneider-Ammann – ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs F. Etgen, Bâle
01.10.2015	Visite SE Ineichen-Fleisch chez la SE Francine Closener, Luxembourg
11.05.2015	Visite du CF Didier Burkhalter au Luxembourg, 11 mai 2015 auprès PM Bettel, MAE Asselborn
26.02.2015	Besuch BP Sommaruga bei PM Bettel in Luxemburg und Arbeitslunch mit Bettel und weiteren luxemburgischen Ministern
12.02.2015	Treffen von BR Widmer-Schlumpf mit Finanzminister Pierre Gramegna, Luxemburg
17.09.2014	PC Burkhalter – PM Bettel, Berne et Neuchâtel
12.09.2014	CF Schneider-Ammann - vice-PM et ministre de l'économie Etienne Schneider, en marge des 50 ans de l'ESA, Genève
20.06.2014	BR Widmer-Schlumpf – Pierre Gramegna, Treffen der d-sprachigen Finanzminister, Luxemburg
06.05.2014	CF Schneider-Ammann - vice-PM et ministre de l'économie Etienne Schneider, en marge de la ministérielle OCDE, Paris
22.02.2014	BR Widmer-Schlumpf mit Finanzminister Pierre Gramegna in Bern
12.10.2013	CF Schneider-Ammann - ministre des finances Frieden en marge de l'assemblée annuelle de la Banque Mondiale, Washington
07.06.2013	BR Leuthard trifft im Rahmen des Pentalateralen Energieforums Wirtschafts- und Energieminister Schneider in Luxemburg.
06.05.2013	CF Schneider-Ammann - ministre du travail, de l'emploi et de l'immigration Nicolas Schmit à Berne
28.02.2013	CF Leuthard - ministre du développement durable et des infrastructures Wiseler à Berne
18.12.2012	BP Widmer-Schlumpf beim luxemburgischen Ministerpräsidenten Juncker, und bei Finanzminister Frieden, Luxemburg
24-25.05.2012	CF Leuthard - ministre de l'économie et du commerce extérieur Etienne Schneider (signature MoU prévoyant une coopération plus étroite dans le secteur énergétique), Luxembourg
26.04.2012	BP Widmer-Schlumpf – Luc Frieden, Treffen der d-sprachigen Finanzminister, Basel
15.05.2011	BR Burkhalter – Minister Biltgen sign. Filmabkommen in Cannes
14-16.02.2011	NR Präsident Germanier bei Prés. Chambre des Députés, Laurent Moser
15.09.2010	Offizieller Besuch von Premierminister Juncker bei BP Leuthard in Bern
25.08.2009	BP Merz – Finanzminister Frieden
04.06.2009	BR Widmer-Schlumpf – Finanzminister Frieden, Schengen
08.03.2009	BP Merz – Finanzminister Frieden, Luxemburg
13.06.2008	CF Calmy-Rey et MAE Asselborn, Berne (EURO 08)
23.05.2008	Visite CF Merz auprès du PM Juncker et du Ministre du Trésor Frieden
16.01.2007	Visite du SE Gerber chez le Premier conseiller Schmit, Luxembourg

¹⁴ Liste non exhaustive.

2.5 Chambres de commerce

Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Luxembourg

Square des Nations 24
B-1050 Bruxelles
Président: M. Philippe Kenel

Tél.: +32 2 649 87 87

Fax: +32 2 649 80 19

E-mail:

info@chambredecommercesuisse.com

<https://www.chambredecommercesuisse.com>

Business Club Belgo-Luxembourgeois en Suisse et au Liechtenstein (BLC)

WTC – Av. de Gratta-Paille 1
CH – 1018 Lausanne
Président :

M. Emmanuel de la VALLEE POUSSIN

Tél +41 27 323 21 40

bhc@bhc-cci.ch

<http://www.bhc-cci.ch>

Administrateur-Délégué: M. Dr. Bruno PETERER

2.6 Adresses utiles

Représentation officielle au Luxembourg :

Ambassade de Suisse

Forum Royal
25A, Boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

Tél : 00 352 22 74 741

Fax : 00 352 22 74 7420

E-mail : vertretung@lux.rep.admin.ch

Boîte postale 469
L-2014 Luxembourg

Représentation officielle en Suisse :

Ambassade du Grand-Duché

Kramgasse 45
Case postale 619
3000 Bern 8

Tél : 031 311 47 32

Fax : 031 311 00 19

E-mail : embassy.Luxembourg@bluewin.ch

3. Autres adresses internet

www.switzerland-ge.com

Switzerland Global Enterprise, Business Network
Switzerland

<http://www.eco.public.lu/>

Ministère de l'économie

<http://statec.gouvernement.lu/>

Service central de la Statistique et des Etudes
Economiques (STATEC)

<http://www.bcl.lu/fr/index.php>

Banque Centrale du Luxembourg

<http://gksoft.com/govt/en/lu.html>

Site informations générales